

Le Burkina Faso, pays central en Afrique de l'Ouest, a connu en 2014 et en 2015 une transition démocratique particulièrement instable. En 2014, Blaise Compaoré qui dirigeait le Burkina Faso depuis 1987 fut écarté du pouvoir par les militaires. Ce coup d'État intervint alors que Blaise Compaoré souhaitait modifier la constitution pour pouvoir se représenter aux élections présidentielles. Devant la pression exercée par la mobilisation populaire qui se dressait contre cette nouvelle candidature, l'armée prit les rênes du pouvoir avant de le céder aux civils. Une période de transition, censée déboucher sur des élections démocratiques, fut instaurée. Cette période fut troublée par une tentative de putsch menée en 2015 par une frange de l'armée encore acquise à Blaise Compaoré. Des élections eurent tout de même lieu en novembre 2015 et Roch Marc Christian Kaboré, ancien membre du gouvernement sous Blaise Compaoré, fut élu président de la République.

La transition démocratique coïncide avec une insécurité grandissante sur le plan régional (avec la guerre qui se déroule au Mali, pays voisin) et, surtout, sur le plan national. En effet, depuis 2015, le pays connaît une série d'attaques terroristes dont certaines ont eu lieu à Ouagadougou, la capitale. Le Nord et l'Est sont particulièrement touchés par des attaques de groupes dont certains opèrent à partir du Mali. Ciblent d'abord l'État (police, mairies), ces attaques prennent de plus en plus des contours ethniques (comme le massacre de Peuls à Yirgou dans le Nord en début d'année 2019) et religieux avec des opérations ciblant les communautés chrétiennes, minoritaires dans le pays.

Au Burkina Faso, la légitimité du gouvernement issu de la transition démocratique est remise en question par cette atmosphère d'insécurité. En effet, depuis 2015, le nouveau gouvernement est très décrié et beaucoup de ses détracteurs sont de plus en plus nostalgiques du régime précédent. Pour eux, malgré ses imperfections, le régime de Blaise Compaoré assurait un minimum de stabilité dans le pays. Au regard des périodes de tensions (mutinerie de l'armée, polarisation politique, manifestations multiples) récurrentes à l'époque, il s'agit évidemment de perceptions partiales. Cependant, étant donné l'affaiblissement de l'État central et les violences fréquentes, une partie de la population se questionne par rapport au gouvernement actuel en raison de son incapacité face aux défis sécuritaires du pays. À leurs yeux, le changement de gouvernement ne s'accompagne pas de gains en termes de sécurité.

La démocratisation est souvent évaluée sous l'angle des élections et du respect des libertés. Cependant, surtout dans les contextes africains, d'autres éléments peuvent également être pris en compte. La sécurité par exemple, même dans la phase de transition démocratique, est cruciale pour estimer le soutien populaire au régime. Une transition démocratique sans sécurité interne peut s'avérer problématique pour la légitimité et donc la pérennité du nouveau gouvernement. Le cas du Burkina Faso montre les risques d'une transition démocratique en contexte d'insécurité.